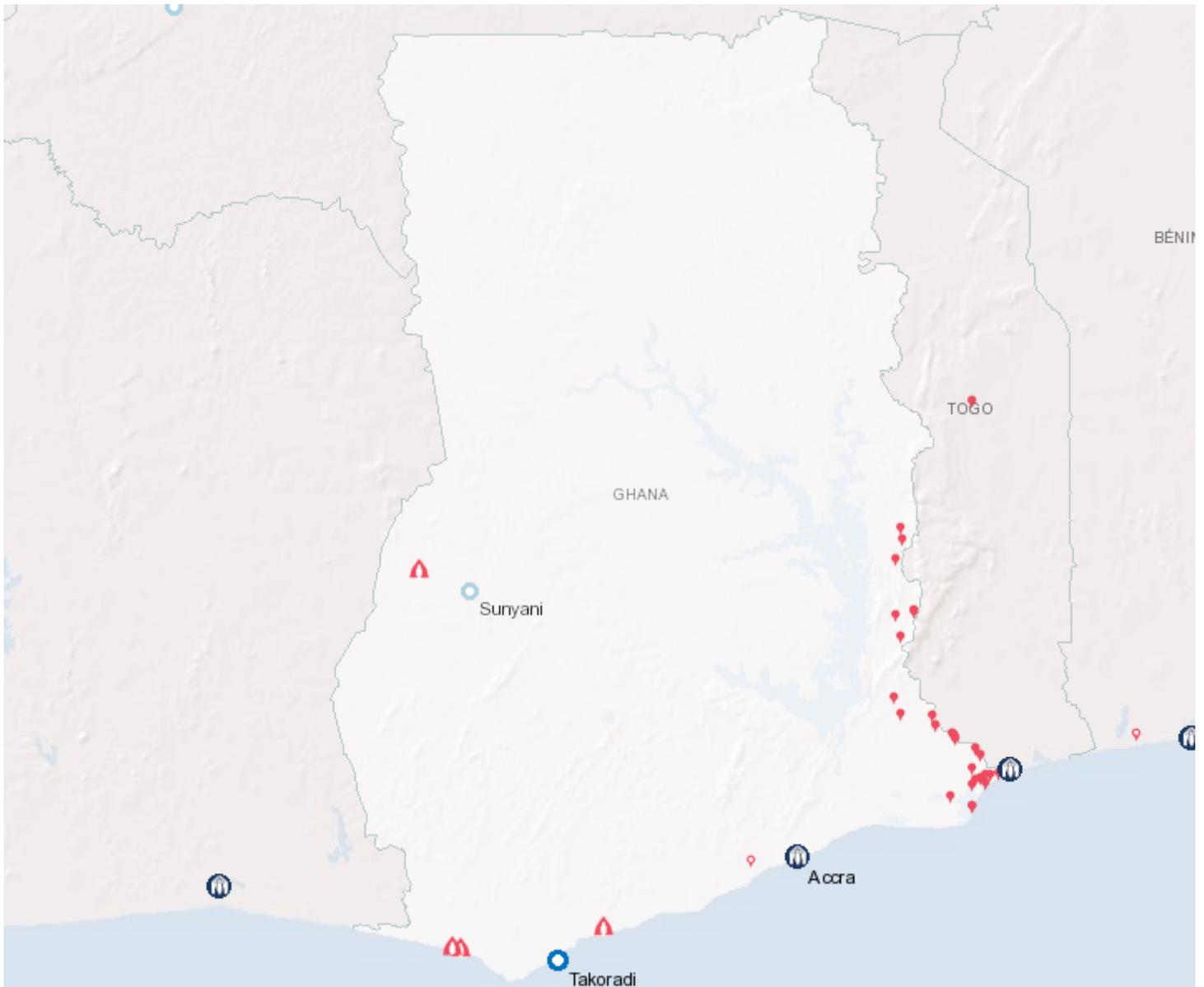


Rapport de fin d'année 2017

19/7/2018

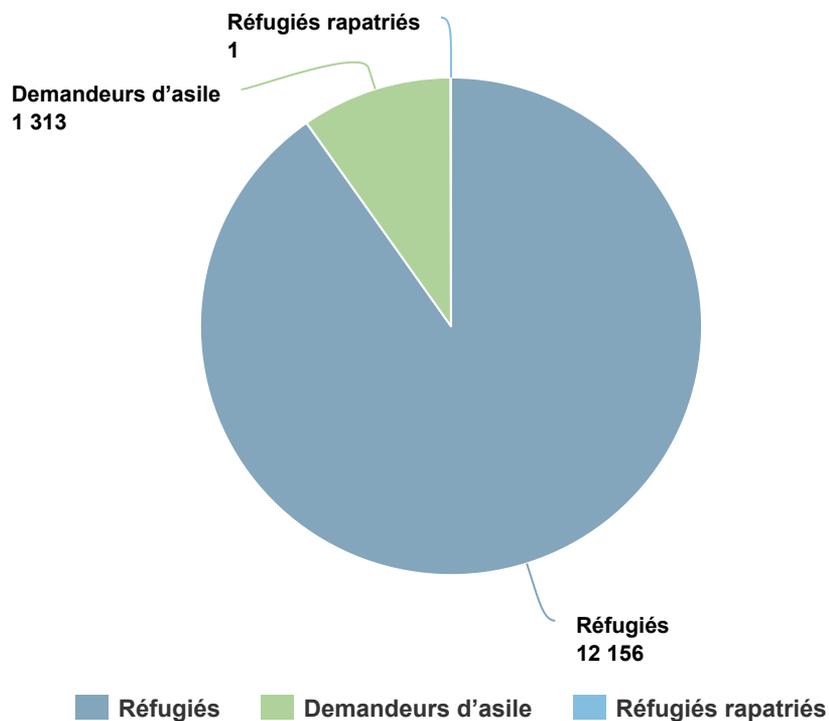
Opération: Ghana



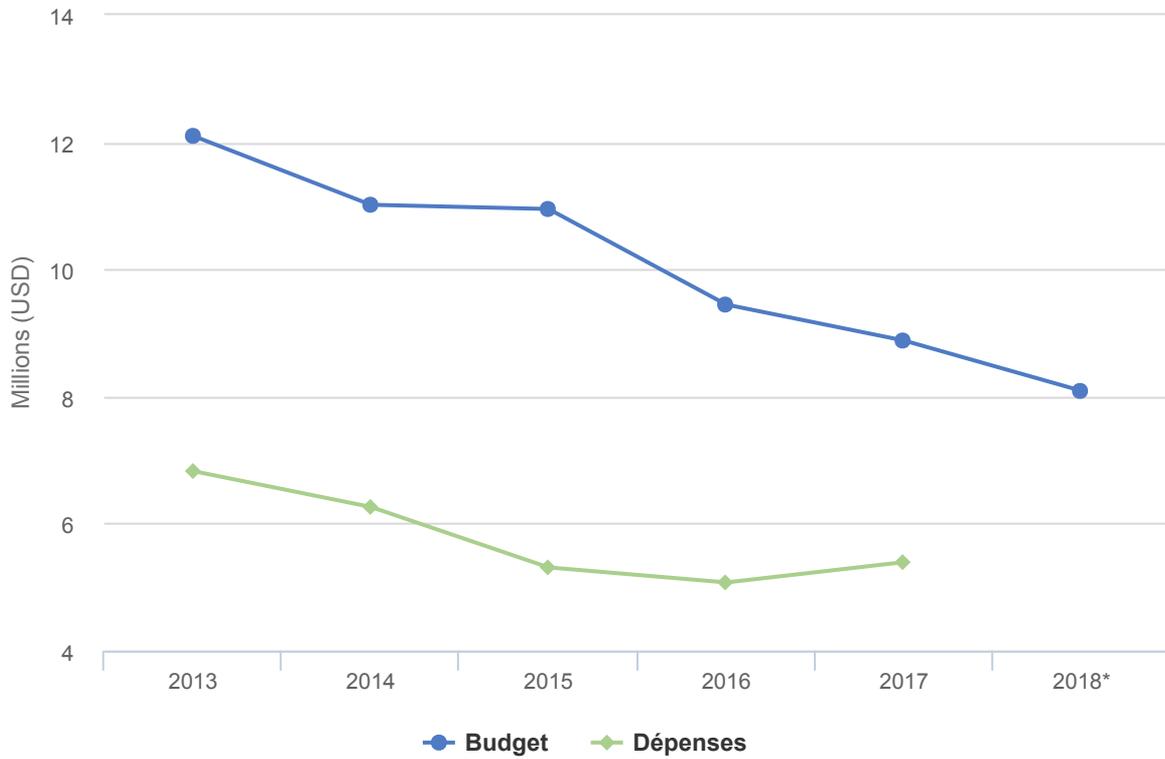
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 2% EN 2017

2017	13,470
2016	13,236
2015	19,265



Budgets et Dépenses - Ghana



Contexte opérationnel

L'environnement opérationnel au Ghana est resté stable tout au long de l'année.

Au Ghana, le Plan-cadre pour l'aide au développement (PNUAD) a été remplacé par le Cadre de partenariat pour le développement durable (CPDD) 2018-2022 qui définit les priorités stratégiques du partenariat entre les Nations Unies et le Gouvernement ghanéen. Le CPDD vise à soutenir la mise en œuvre des stratégies de développement national et la réalisation des objectifs internationaux en matière de développement, de droits de l'homme et d'environnement. Les réfugiés ont été inclus dans deux des quatre groupes de résultats du CPDD : 1) l'investissement social en faveur des personnes ; et 2) une gouvernance inclusive, équitable et responsable.

L'enregistrement, la détermination du statut de réfugié et la délivrance de documents d'identité individuels ont été totalement transférées au Gouvernement. Fin août 2017, le Conseil ghanéen des réfugiés (GRB), l'organe national responsable des décisions de première instance sur l'asile, a été complètement reconstitué avec un Président à sa tête. Néanmoins, le GRB ne s'est prononcé sur aucun cas en 2017. En conséquence, près de 1 300 demandeurs d'asile au Ghana ont connu des délais d'attente prolongés entre la date d'enregistrement de la demande et la décision finale. Pour combler ce retard, le HCR a évalué les besoins en formation du nouveau GRB. Il a donné des formations et apporté des ressources pour la détermination du statut de réfugié en 2017.

En septembre 2017, le Gouvernement a appliqué une politique de gratuité de l'enseignement secondaire public du second cycle, en vertu de laquelle il a pris en charge tous les frais de scolarité. Grâce à l'accord passé avec le GRB et les autorités scolaires, les réfugiés éligibles ont pu bénéficier de cette politique.

Tendances démographiques

Fin 2017, la population relevant de la compétence du HCR au Ghana s'élevait à 13 500 réfugiés et demandeurs d'asile, un chiffre semblable à celui de la fin de 2016, avec 6 400 femmes et près de 7 100 hommes, principalement originaires de Côte d'Ivoire et du Togo.

Une opération de vérification menée à la fin de l'année pour les Togolais dans la région ghanéenne de la Volta a enregistré une légère augmentation par rapport aux chiffres de 2016, principalement du fait de l'enregistrement des nouveau-nés. En outre, l'Organisation nationale de gestion des catastrophes a notifié l'arrivée, fin septembre 2017, de quelque 500 Togolais dans trois communautés de la région du Nord du Ghana.

L'intérêt en faveur du rapatriement volontaire est demeuré faible alors que l'intégration sur place n'a pas été mise en œuvre, en raison de la non-délivrance de passeports, notamment pour près de 570 Libériens qui avaient opté pour l'intégration locale.

Chiffres clés

- 1 580 enfants relevant de la compétence du HCR ont été inscrites dans l'enseignement primaire
- 100 personnes relevant de la compétence du HCR qui avaient besoin d'un transfert vers des structures de santé secondaires et tertiaires ont bénéficié de ces services
- 40 personnes relevant de la compétence du HCR ont été rapatriées avec l'aide du HCR
- 4 écoles dans les camps ont été intégrées aux programmes nationaux d'alimentation scolaire et ont été dotées d'enseignants compétents

Principales réalisations

- En juillet 2017, le HCR a organisé un atelier national sur l'intégration locale qui a permis une approbation initiale de l'inclusion de tous les groupes de réfugiés dans la stratégie de solutions et de protection pluriannuelle et pluripartite. Le GRB a demandé au Ministre de l'Intérieur d'approuver un statut de résident indéfini et / ou la naturalisation. Les possibilités d'intégration sur place de chaque groupe de population sont subordonnées à l'aval final du Gouvernement.
- Conformément à l'un des objectifs de la stratégie, à savoir conserver un régime d'asile efficace, en 2017, l'opération a migré la base de données de *proGres* à *proGres v4*, une base de données d'enregistrement en ligne.
- Le HCR et le Gouvernement ghanéen ont conclu un mémorandum d'accord pour l'accès au logiciel *proGres v4* et, par conséquent, le HCR a transféré l'enregistrement et l'octroi de documents au GRB.
- Avec l'intégration administrative totale des écoles des camps dans le système éducatif national, le HCR a signé un mémorandum d'accord avec la Fondation Varkey qui a introduit un apprentissage interactif à distance et des séances extrascolaires pour les enfants non scolarisés dans le camp d'Ampain.
- Le HCR et l'ONG *Worldreader* Ghana ont passé un accord pour introduire le projet d'e-lecture (ou lecture numérique) de *Worldreader* dans les écoles des camps de réfugiés de Krisan et Egyeikrom, dans le but d'aider les enfants à apprendre à lire.
- Grâce au plaidoyer du HCR, le Ministre responsable de la protection sociale a décrété que les réfugiés devaient être inclus dans le programme d'autonomisation économique contre la pauvreté.

Pour poursuivre l'inclusion des réfugiés dans la politique nationale de protection sociale commencée en 2015, le programme ghanéen d'alimentation scolaire relevant du Ministère du genre, des enfants et de la protection sociale a approuvé l'intégration des écoles des camps dans les programmes d'alimentation scolaire en 2017.

Besoins non satisfaits

- Près de six ans après leur arrivée, 60 pour cent des réfugiés ivoiriens continuent de vivre dans des abris inadaptés. Le HCR n'a pu aider qu'un nombre limité de familles à améliorer et aménager leur logement avec des kits pour abris et des conseils techniques.
 - Les besoins de services de laboratoire et de capacité de diagnostic pour le service de santé au niveau des camps n'ont pas été satisfaits. La prestation de ces services aurait réduit la nécessité de transferts des malades et les frais associés.
 - D'après le classement du niveau de richesse réalisé en 2016, un nombre important de personnes relevant de la compétence du HCR requièrent un soutien mais, du fait des contraintes budgétaires, l'opération n'a pas été en mesure de délivrer une aide en espèces à toutes les personnes en ayant besoin en 2017.
-